



UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUNDS
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT AGAINST
AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 13-107 /AONO/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2025 DU 15 AVR 2025
POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS NUMERIQUES POUR LA DIGITALISATION
DE LA SURVEILLANCE FONDÉE SUR LES EVENEMENTS A LA DIRECTION
DE LUTTE CONTRE LA MALADIE LES EPIDEMIES ET LES PANDEMIES

1- Objet de la Consultation

Dans le cadre de la digitalisation de la Surveillance Fondée sur les Evénements, le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition des équipements informatiques pour la Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP).

2- Consistance des fournitures

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements informatiques et/ou logiciels informatiques suivants :

- ✓ Les armoires de brassage, câbles réseau, et unités centrales
- ✓ Les casques, disques durs, switch et rallonges
- ✓ Les ordinateurs, écrans, serveurs et moniteurs,
- ✓ Les licences informatiques, systèmes d'exploitation et antivirus,
- ✓ Les routeurs, serveurs et téléphones IP
- ✓ Un kit de vidéo conférence et vidéo projecteur,

NB : Bien vouloir joindre dans l'offre le prospectus / photo du matériel/item proposé.

3- Délais prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d'Offres est de 60 jours calendaires. Le lieu est la Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP).
Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4- Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un lot. Les fournitures y afférentes s'exécuteront en une tranche.

5- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de soixante-huit millions neuf cent dix-huit mille (68 918 000) francs CFA toutes taxes comprises.

6- Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ayant une expérience avérée dans le domaine de la fourniture d'installation des équipements informatiques au Cameroun et disposant d'un contrat de représentation avec une firme internationale spécialisée dans la conception, la production, l'assemblage ou la distribution desdits équipements.

7- Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par les ressources du Renforcement du Système de Santé du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme – C19RM pour la partie hors taxe et le budget de l'Etat pour les taxes.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est celui hors ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, datée et acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million trois cent cinquante mille francs (1 350 000) en FCFA valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence et/ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

N.B : joindre le récépissé de dépôt de ladite caution à la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique du présent Appel d'Offres peut être consulté gratuitement au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de soixante mille (60 000) Francs CFA.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier de Consultation et portera les coordonnées du soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra être déposée au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé au plus tard le 14 MAI 2025 à 17h heures sous enveloppe adressée au Maître d'Ouvrage avec la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° NT-102 /AONO/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2025 DU 14 MAI 2025
POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS NUMERIQUES POUR LA DIGITALISATION
DE LA SURVEILLANCE FONDEE SUR LES EVENEMENTS A LA DIRECTION DE
LUTTE CONTRE LA MALADIE LES EPIDEMIES ET LES PANDEMIES.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13- Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes et remises sous plis unique scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- ✓ Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- ✓ Les plis non-conformes au mode de soumission.

- ✓ Les plis sans indication de l'identité du Dossier de Consultation ;
- ✓ Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copie doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- ✓ Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- ✓ Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- ✓ Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- ✓ Les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence et /ou la conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la présente consultation est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps et aura lieu le **14 MAI 2025** à **11** heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du CNLS dans la salle de réunions du Groupe Technique Central du Comité National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS) sis à côté de l'Ecole Publique du Camp Bové à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

Les offres devront être chiffrées Hors Taxes (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission daté, signé et timbré.

15- Critères d'évaluation

Ils comprennent les critères éliminatoires et les critères essentiels définis ainsi qu'il suit :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

1. de l'absence et /ou la non-conformité de la caution de soumission datée, acquittée à la main et timbrée;
2. de la non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis;
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
4. du non-respect de 7 critères essentiels sur 9
5. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
6. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
7. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
8. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
9. de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant, le cas échéant ;
10. de l'absence de l'agrément du fabricant/éditeur ou de l'autorisation du fournisseur agréé, le cas échéant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un

distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ; [le cas échéant] ;

11. du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO;
12. du non-respect de 80 % des spécifications techniques mineures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO, le cas échéant ;

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

1. la présentation de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire ;
3. le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
4. le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
5. Capacité financière ;
6. les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques paraphés et signés à la dernière page) ;
7. la Qualification et expérience du personnel;
8. les Moyens logistiques,
9. le délai de garantie ;

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé ou à l'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des partenaires la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, sis au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN situé à côté de l'Immeuble de la Santé ; Tél : 650 84 87 45 / 696 98 40 22 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, envoyer un SMS ou appeler le MINMAP aux numéros suivants : tél 673 205 725/699 370 748 ou le Maître Ouvrage au numéro de téléphone 222 2210 21

Fait à Yaoundé, le 15 AVR 2025

Ampliations :

- MINMAP;
- MINSANTE/CAB;
- UCS/FMP;
- ARMP/JDM (pour publication);
- CSPM/ CNLS;
- GTC/CNLS (pour affichage).



Dr. Manaouda Malachie



UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUNDS
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT AGAINST
AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

NOTICE OF NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER UNDER THE EMERGENCY PROCEDURE

N° 113-16.7 /AONO/MINSANTE/SG/US-FMP/CNLS/CSPM/2025 OF 15 AVR 2025
**FOR THE ACQUISITION OF DIGITAL EQUIPMENT FOR THE DIGITISATION
OF EVENT-BASED SURVEILLANCE AT THE DEPARTMENT
FOR THE FIGHT AGAINST DISEASE, EPIDEMICS AND PANDEMICS**

1- Purpose of the consultation

As part of the digitisation of Event-Based Surveillance, the Minister of Public Health, the project owner, is launching a National Open Call for Tenders for the acquisition of IT equipment for the Department of Disease Control, Epidemics and Pandemics (DLMEP).

2- Scope of supply

The services covered by this consultation include the supply, installation, commissioning and maintenance during the warranty period of the following IT equipment and/or software:

- ✓ Patch cabinets, network cables and central processing units □ Headsets, hard drives, switches and extension leads
- ✓ Computers, screens, servers and monitors,
- ✓ Computer licences, operating systems and antivirus software,
- ✓ Routers, servers and IP telephones
- ✓ Video conference kit and video projector,

NB: Please enclose a brochure/photo of the proposed equipment/item with your offer.

3- Estimated time and place of delivery

The maximum period envisaged by the Contracting Authority for the delivery of the services covered by this Invitation to Tender is 60 calendar days. The place is the Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP).

This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

4- Allotments /tranche

This invitation to tender comprises one lot. The related supplies will be carried out in one tranche.

5- Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is sixty-eight million nine hundred and eighteen thousand (68,918,000) CFA francs including all taxes.

6- Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to companies with proven experience in the supply and installation of IT equipment in Cameroon and with a representation contract with an international firm specialising in the design, production, assembly or distribution of the said equipment.

7- Financing

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the resources of the Health System Strengthening of the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria - C19RM for the tax-free part and the State budget for the taxes.

- ✓ Envelopes bearing indications of the tenderers' identity,
- ✓ Applications received after the deadline for submission.
- ✓ Bids without any indication of the identity of the tenderer;
- ✓ Bids that do not comply with the bidding procedure.

Any tender which is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence and/or non-conformity of the tender security issued by a body or financial institution of the first category approved by the Minister in charge of finance to issue securities in the field of public contracts, or failure to comply with the model documents in the tender documents, will result in the outright rejection of the tender without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the present consultation is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

14- Opening of bids

Tenders will be opened at one time on 14 MAI 2025 at 10h by the CNLS Special Commission for the Award of Contracts in the meeting room of the Central Technical Group of the National AIDS Control Committee (GTC/CNLS) located next to the Camp Bové Public School in Yaoundé.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules for Invitations to Tender. They must be valid on the original deadline for submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice. In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, the tenderers concerned are given a period of forty-eight hours in which to produce or replace the document in question.

Tenders must be costed exclusive of tax (HT) and inclusive of tax (TTC) and accompanied by the dated, signed and stamped tender form.

15- Evaluation criteria

These comprise eliminatory criteria and essential criteria defined as follows:

15.1 Eliminatory criteria

These include :

1. the absence and/or non-conformity of the dated, hand-written and stamped bid bond;
2. failure to produce, after the 48-hour deadline, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing when the bids are opened;
3. false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
4. failure to comply with 7 out of 9 essential criteria
5. the absence of a declaration on honour that the services have not been abandoned in the last three years;
6. the absence of the dated and signed integrity charter;
7. the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
8. the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
9. the absence of a prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets, where applicable;
10. the absence of the manufacturer's/publisher's approval or the approved supplier's authorisation, where applicable, or the absence of the approval or the supplier's authorisation issued by a distributor approved by the manufacturer, accompanied by the said distributor's approval; [where applicable] ;
11. failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the Description of Supplies of this Tender;
12. failure to comply with 80% of the minor technical specifications indicated in the Supply Description of this RFQ, where applicable;

8- Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9- Bid bond

Each tenderer must attach to its administrative documents a stamped, dated and hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts and listed in Exhibit 14 of the DAO, in the amount of one million three hundred and fifty thousand francs (1,350,000) CFA francs, valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. The absence and/or non-conformity of the bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10- Consultation of the Tender Documents

The physical tender dossier may be consulted free of charge at the Secretariat of the Public Procurement Department of MINSANTE, located at the Health Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel/Fax: 222 2210 21, as soon as this notice is published. It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11- Obtaining the tender dossier

The physical version of the tender dossier may be obtained from the Secretariat of the Public Procurement Department of MINSANTE, located in the Health Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel/Fax: 222 2210 21, as soon as this notice is published, on presentation of the original receipt for payment to the Public Treasury of the non-refundable sum of sixty thousand (60,000) CFA francs.

The copy of the said receipt shall be deposited at the place of withdrawal of the Consultation File and shall bear the tenderer's contact details.

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by downloading it free of charge from the addresses indicated above. However, submission is subject to payment of the cost of purchasing the DAO.

12- Submission of tenders

Each tender, drawn up in French or English and in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be deposited at the Public Contracts Department of MINSANTE, located at the Health Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé no later than 14 MAY 2025 at 13h in an envelope addressed to the Contracting Authority with the mention:

**NOTICE OF NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER UNDER THE EMERGENCY PROCEDURE
N° N2-127 /AONO/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2025 OF 14 AVR 2025
FOR THE ACQUISITION OF DIGITAL EQUIPMENT FOR THE DIGITISATION
OF EVENT-BASED SURVEILLANCE AT THE DEPARTMENT
FOR THE FIGHT AGAINST DISEASE, EPIDEMICS AND PANDEMICS
'TO BE OPENED ONLY DURING THE VOTE-COUNTING SESSION'.**

13- Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a single sealed envelope. The project owner will not accept :

- ✓ Envelopes bearing indications of the tenderer's identity;
- ✓ Envelopes received after the deadline for submission;
- ✓ Bids that do not comply with the bidding method.
- ✓ Envelopes without an indication of the identity of the Consultation Dossier;
- ✓ Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offer only copies must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

They will not be accepted by the project owner:

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of candidates will relate to :

1. the presentation of the tender
2. the tenderer's references
3. after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
4. delivery schedule (planning and timetable for carrying out related services);
5. Financial capacity;
6. proof of acceptance of the conditions of the contract (the Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) and the technical specifications initialled and signed on the last page);
7. the qualifications and experience of the personnel;
8. logistical resources
9. the guarantee period;

16- Award

The project owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17- Period of validity of tenders

Tenderers remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline set for the submission of tenders.

18- Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Public Contracts Department of MINSANTE, located in the Health Building next to the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé or from the Global Fund and Partners in the Fight against AIDS, Tuberculosis and Malaria Grants Coordination Unit, located on the first floor of the Ex-PSFN building next to the Health Building; Tel: 650 84 87 45 / 696 98 40 22 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts, attempted corruption or bad practices, please call CONAC on number 1517, send an SMS or call MINMAP on the following numbers: tel 673 205 725/699 370 748 or the project owner on telephone number 222 2210 21.

Yaoundé, 15 AVR 2025

Amplifications :

- ✓MINMAP;
- ✓MINSANTE/CAB;
- ✓UCS/FMP;
- ✓ARMP/JDM (for publication);
- ✓CSPM/ CNLS;
- ✓GTC/CNLS (for display).

Dr. Wenaouda Malachie